



**En Syrie,
la médecine
est utilisée
comme arme
de persécution**

CONTACT PRESSE

**Samuel Hanryon : 01.40.21.28.23 / 06.83.31.55.39
samuel.hanryon@paris.msf.org**

**Amélie Ketoff : 01.40.21.27.25
amelie.ketoff@paris.msf.org**

En Syrie, la médecine est utilisée comme arme de persécution

Introduction

Les 15 témoignages rassemblés dans ce dossier ont été recueillis entre le 30 janvier et le 6 février 2012, auprès de médecins et blessés syriens de différentes régions du pays.

Faute d'autorisation de la part des autorités, Médecins Sans Frontières n'intervient pas directement en Syrie et n'est pas en mesure de recouper ces informations. Face à la récurrence et la gravité des faits relatés dans ces récits, MSF rend aujourd'hui publics ces témoignages.

Pour des raisons de sécurité, le nom des personnes et des lieux ne sont pas mentionnés.

Ces témoignages mettent à jour :

- une répression sans merci des personnes blessées et des soignants ;
- des médecins traqués qui courent le risque d'être arrêtés, torturés pour avoir secouru des civils blessés ;
- des hôpitaux surveillés par les forces de sécurité où des blessés sont arrêtés ou torturés ;
- des soins dispensés dans des « hôpitaux » clandestins (maisons, caves...) ;
- une pénurie de médicaments, anesthésiants, poches de sang, matériel de suture...
- une typologie des blessures reflétant des actes de violence et de torture : fractures multiples, blessures par balles, chocs électriques ...

SOMMAIRE

Ont été regroupés dans ce document des témoignages de 10 patients et de 5 médecins. Certains sont disponibles à la fois par écrit et/ou en audio et vidéo.

Récits écrits	p 3 à 15
Patient 1 (disponible en vidéo)	3
Homme de 23 ans/ Blessé en novembre 2011	
Patient 2 (disponible en vidéo)	4
Homme de 29 ans/ Blessé en novembre 2011	
Patient 3 (disponible en vidéo)	5
Homme de 28 ans/ Blessé en mai 2011	
Patient 4 (disponible en vidéo)	6
Homme de 33 ans/ Blessé en mars 2011	
Patient 5 (disponible en vidéo)	7
Homme âgé de 34 ans/Blessé en décembre	
Patient 6 (disponible en vidéo)	8
Homme blessé en mars 2011	
Patient 7	9
Homme de 24 ans	
Patient 8 : (disponible en vidéo)	10
Homme de 29 ans	
Médecin 1	11
Chirurgien généraliste	
Médecin 2	13
Médecin biologiste	
Médecin 3	14
Médecin hôpital public	
Médecin 4 (disponible en vidéo).....	15

Scripts des récits audios et vidéos Voir doc annexe

- Scripts vidéo

Patient 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 8

Patient 9 : jeune homme, 27 ans/Blessé en avril 2011

Patient 10 : homme âgé/Blessé en mars 2011

Médecin 4

- Script audio

Médecin 5

Récits écrits

Patient 1 (disponible en vidéo)

Homme de 23 ans

Blessé en novembre 2011

" Ils tirent au hasard sur toutes les personnes sans discrimination, vieillard, enfant ou femme. Ainsi, toute personne qui bouge est une cible. J'ai été blessé à la main. "

J'étais dans la rue, et généralement quand il y a un raid sur la ville, ils tirent au hasard sur toutes les personnes sans discrimination, vieillards, enfants ou femmes. Ainsi, toute personne qui bouge est une cible. J'ai été blessé à la main. Il y avait d'autres personnes blessées.

Non, je n'ai pas été emmené à l'hôpital. Parce que tous les hôpitaux ont été encerclés par les forces de sécurité. Dans les hôpitaux aujourd'hui les forces de sécurité qui encadrent le personnel sont plus importantes que le personnel médical. Toute personne peut être arrêtée liquidée, assassinée à l'intérieur de l'hôpital.

Ils m'ont emmené dans une maison. Et Dieu les bénisse, un certain nombre de médecins et d'infirmières qui m'ont bandé la main m'ont dit que j'avais besoin d'une opération dans un hôpital. Donc, ma famille a décidé de m'envoyer en capitale considérant que la situation dans la capitale était calme. J'ai été opéré dans l'hôpital sous un nom différent, parce que je suis recherché par l'appareil de sécurité.

Normalement, dans les pires circonstances, ils auraient retiré un doigt ou tout simplement fait un bandage, mais ils l'ont amputé à partir du poignet. Une blessure par balle ne nécessite pas une amputation.

A l'hôpital de Damas ? Ils avaient tout ce qu'il fallait et ils auraient pu traiter ma main. Mais le plus étrange est qu'ils l'ont amputée. C'est ce qui me surprend le plus et qui me dérange. J'ai décidé de quitter l'hôpital au bout d'une journée.

Patient 2 (disponible en vidéo)

Homme 29 ans

Blessé en novembre 2011

" J'ai été détenu deux fois et ce que j'ai vu c'est que certains prisonniers sont abandonnés, jusqu'à ce que leurs blessures pourrissent. Ils n'étaient pas emmenés à l'hôpital, certains sont morts juste à côté de moi pendant que d'autres urinaient du sang à cause des hémorragies internes dont ils souffraient. "

J'ai été blessé le 31 novembre, lors d'un assaut par les forces de sécurité syriennes. Il y avait des chars et ils tiraient. Je travaillais pour un média. Je devais filmer et montrer la vérité sur des télévisions libres et sur Al Jazeera. C'était une terrible attaque.

Un homme était recherché par les forces de sécurité. Ils ont pris d'assaut sa maison et brisé les fenêtres. Ils ne l'ont pas trouvé mais ils ont trouvé son père. Je filmais tout ça de la chambre d'une maison voisine.

J'ai bougé et les snipers m'ont vu et ils essayaient de me viser, de me toucher à la tête. J'ai reçu plusieurs projectiles dans mon bras, c'étaient des balles explosives. Cela a détruit trois de mes doigts et un quart de ma main.

J'ai eu de la chance parce que je suis rentré dans une maison où une femme accouchait. Ils m'ont mis à la place de la femme. Les forces de sécurité étaient après moi. Quand ils sont arrivés dans la maison, ils ont vu le sang. Les gens criaient et disaient « pourquoi est-ce que vous venez ici ? Il y a une femme qui accouche ! » Et c'est comme ça que j'ai été sauvé. Les forces de sécurité sont allées voir ailleurs. Et les médecins ne pouvaient pas faire beaucoup plus pour moi. Je saignais énormément, ils serraient ma blessure pour essayer de stopper l'hémorragie. La douleur était terrible, j'aurais voulu être mort. En Syrie, on ne peut pas aller dans un hôpital, parce que soit ils vous amputent du membre blessé soit ils vous emmènent en prison. J'ai été détenu deux fois et ce que j'ai vu c'est que certains prisonniers sont abandonnés, jusqu'à ce que leurs blessures pourrissent. Ils n'étaient pas emmenés à l'hôpital, certains sont morts juste à côté de moi pendant que d'autres urinaient du sang à cause des hémorragies internes dont ils souffraient. Et aucune organisation, ni médecin, ni MSF ne sont autorisés à se rendre dans les prisons.

Les hôpitaux de campagne se situent chez les particuliers et déménagent de maison en maison. Il n'y avait pas d'ambulances, toutes étaient visées et étaient la cible de tirs. Et les médecins les plus courageux sont surveillés, arrêtés, leurs femmes sont violées afin de les empêcher de prendre toute initiative ou encore ils sont placés en résidence surveillée... »

Patient 3 (disponible en vidéo)

Homme 28 ans, manœuvre

Blessé en mai

" Quand je suis tombé par terre, deux militaires se sont approchés et ont commencé à me donner des coups à la tête et sur ma jambe blessée.

Dans le quartier, nous étions un groupe d'hommes. Nous sommes sortis pour aller manifester et demander la chute du régime et notre liberté. On était habitué à voir tirer des balles. Mais la nuit où j'ai été blessé, on ne s'attendait pas à ce que l'armée et l'appareil de sécurité tendent une embuscade aux manifestants. Donc à minuit, on a été surpris, on s'est retrouvé la cible de tirs directs. J'ai reçu une balle à la cuisse droite. Le fémur a été fracturé à plusieurs endroits.

Quand je suis tombé par terre, deux militaires se sont approchés et ont commencé à me donner des coups à la tête et sur ma jambe blessée. Puis, ils se sont mis à me tirer par les bras pour m'emmener vers leur poste qui était un peu loin parce qu'ils étaient venus à pied. Alors qu'ils me traînaient par terre, une femme a vu ce qui se passait, de sa fenêtre au 2^e étage.

Ils ont eu peur parce quand la femme a commencé à crier, je me suis mis moi aussi à crier, elle m'a donné de la force. Je me suis mis à demander de l'aide. Alors ils m'ont laissé et ont couru. Des gens m'ont protégé et on m'a fait sortir du quartier. On peut aller d'une maison à une autre dans le quartier sans passer par les rues.

Celui qui nous a soignés était un simple infirmier travaillant dans une clinique. Donc qu'est-ce qu'il pouvait bien avoir avec lui ? Des choses simples comme une aiguille et du fil, des ciseaux et cette petite boîte. Il n'avait même pas d'anesthésiant parce que j'en demandais pour calmer la douleur.

Jusqu'à quatre heures du matin, on a cherché un médecin. Finalement, un infirmier est venu. Après les premiers soins, j'ai été emmené dans une autre maison pour ma sécurité.

On est resté dans la maison 4 jours. Puis un médecin est venu et m'a dit que je devais aller à l'hôpital, que je ne pouvais pas rester là. Au départ on voulait faire l'opération dans un hôpital mobile ou dans cette maison pour arranger la fracture. Mais il a dit que c'était impossible parce que la blessure était infectée et qu'elle suppurait. Et que soit je restais là, et ils devraient m'amputer, soit j'allais à l'hôpital.

Les médecins ont fait de leur mieux et ont finalement réussi à m'opérer. Quand j'ai été emmené au bloc, la sécurité de l'hôpital est aussi entrée dans le bloc. Le chirurgien leur a dit de sortir et que c'était une pièce stérile. J'ai été opéré, on m'a mis un fixateur externe et on m'a fait sortir de l'hôpital en cachette, je ne veux pas dire comment parce qu'on fait encore comme ça. J'étais dehors mais après le chirurgien a été arrêté. Dieu merci, il a été relâché. Quand on est rentré à la maison, ma situation était encore pire parce qu'ils me recherchaient toujours. Pendant un moment nous n'avons pas eu de domicile et allions de maison en maison. Il y a eu beaucoup de souffrances et de peines. Cela a duré longtemps.

Patient 4 (disponible en vidéo)

Homme de 33 ans

Blessé par balle en mars 2011

" Le seul traitement que j'ai reçu était une perfusion. J'avais besoin d'une opération chirurgicale mais je suis resté comme ça, avec ma blessure non soignée, pendant 25 jours. "

Les forces de sécurité m'ont tiré dessus et j'ai été blessé à la cuisse. Des hommes m'ont emmené dans une mosquée. Là-bas ils m'ont dit que je devais aller à l'hôpital pour faire soigner ma blessure, mais qu'ils ne pouvaient pas m'y emmener parce que la situation était vraiment mauvaise. Les blessés peuvent être exécutés à l'hôpital. Alors ils m'ont emmené dans une maison. J'y suis resté jusqu'à l'après-midi, puis ils m'ont emmené à l'hôpital.

Là-bas, ils m'ont dit qu'il y avait eu un massacre, qu'il y avait beaucoup de blessés et qu'ils ne pouvaient donc pas m'opérer. Nous sommes restés à l'hôpital jusqu'à minuit puis ils nous ont dit de partir, pour notre propre sécurité, afin de ne pas être ciblés.

Le seul traitement que j'ai reçu était une perfusion. J'avais besoin d'une opération chirurgicale mais je suis resté comme ça, avec ma blessure non soignée, pendant 25 jours.

25 jours après, j'ai pu aller à l'hôpital, j'ai été opéré et je suis rentré le lendemain chez moi. J'avais besoin d'une autre opération, pour retirer le fixateur externe et poser une broche. Je suis restée comme ça pendant deux mois, et après deux mois je voulais revenir à l'hôpital mais la situation était trop tendue.

C'était difficile pour tout le monde de se rendre à l'hôpital. Parce qu'ils ont commencé à enlever les patients dans les hôpitaux, c'était de pire en pire. Alors que le nombre de blessés augmentait, l'insécurité augmentait aussi.

Des gens m'ont donné de l'argent pour être soigné dans une clinique privée et j'ai pu y être opéré. Puis je suis allé voir un médecin. Les os guérissaient mais j'avais un problème avec le nerf, il était déchiré. Ce genre de traitement n'est pas disponible en Syrie. Je suis donc resté comme ça pendant huit, neuf mois.

Patient 5 (disponible en vidéo)

Homme de 34 ans

Blessé en décembre

"Pour moi, ils ont accroché un détonateur à ma main relié à un long fil jusqu'à une batterie, puis ils ont mis le courant et ça a explosé. J'ai perdu trois doigts, les deux tiers des deux autres, et presque la paume entière de la main."

Ça s'est passé en décembre. J'ai été arrêté pendant une manifestation contre le président.

J'ai vécu pendant 15 jours en détention, subissant la torture, et le dernier jour, ils ont mis la photo de Bachar Al Assad devant moi et m'ont demandé de m'agenouiller devant la photo en priant Dieu. J'ai répondu que je savais m'agenouiller devant Dieu et j'ai arraché la photo. Ce geste les a rendus fous, comme si j'avais arraché leur âme. Alors ils m'ont emmené devant le colonel, après m'avoir frappé violemment jusqu'au bord de l'évanouissement. Ils m'ont attaché les mains derrière le dos et m'ont emmené voir le colonel qui a dit : "Mon fils (l'insulte est ici remplacée), sais-tu qu'on coupe les mains de ceux qui osent porter atteinte à l'image du président ? Je lui ai répondu de faire comme il voulait. Il m'a donné des coups et je suis tombé du haut de l'escalier jusqu'à la dernière marche. Après cela, ils m'ont bandé les yeux, m'ont écarté les bras et les ont attachés comme un crucifix.

En détention, ils nous insultent et nous frappent constamment en nous attachant les bras en croix. Certains ont eu les ongles arrachés, d'autres ont été fouettés ou ont eu le dos brisé. Ils allongent les gens sur le côté d'une planche, puis les font glisser sur la tranche et soulèvent la planche pour leur briser le dos. Ils utilisent de nombreuses méthodes. Pour moi, ils ont accroché un détonateur à ma main relié à un long fil jusqu'à une batterie, puis ils ont mis le courant et ça a explosé. J'ai perdu trois doigts, les deux tiers des deux autres, et presque la paume entière de la main.

Oui, ils m'ont emmené à l'hôpital, ils m'ont laissé là comme un chien en disant qu'ils ne voulaient plus entendre parler de moi. Les soins n'étaient pas bons. Le médecin était très pessimiste quand il a vu la blessure, la main était complètement déformée. Même les médecins que j'ai vus plus tard n'avaient pas le matériel nécessaire pour soigner ce genre de blessure. Pendant 25 jours je n'ai pas pu dormir à cause de la douleur, même pas avec de somnifères tellement j'avais mal.

A l'hôpital, ils ont juste réussi à faire cesser l'hémorragie. Quand mes amis m'ont retrouvé, ils ont réussi à m'enlever en me faisant sortir par la porte de derrière. Si les gens de la sécurité m'avaient vu, ils m'auraient tué. Nous sommes tous menacés et ils sont toujours à ma recherche.

Oui, il y avait beaucoup de tortures en détention. Nous étions 230 personnes rassemblées dans une petite pièce. Il y avait des vieillards et des médecins détenus avec nous. J'ai discuté avec un médecin détenu. Je lui ai demandé pourquoi il était là et il m'a répondu « comme toi, mon fils. »

Patient 6 (disponible en vidéo)

Homme blessé en mars 2011

"Ils m'ont donné des médicaments et des antibiotiques, mais ils ne voulaient pas m'opérer parce que la blessure était « trop grave »."

Un sniper m'a tiré dessus. J'ai été blessé à la cuisse droite, mes os ont été écrasés. Je me souviens qu'il y avait des ambulances tout autour, à 20 mètres de moi, voire moins. Je leur faisais des signes mais aucune n'est venue. Par la suite, nous avons appris que les chauffeurs de ces véhicules étaient des membres de la sécurité et non des paramédicaux.

J'ai été transporté en taxi. Le chauffeur a été très courageux, il s'est arrêté.

Je suis resté un jour à l'hôpital où j'ai pu bénéficier des premiers soins. Ils m'ont passé deux ou trois poches de sang et j'ai repris conscience. J'ai aussi eu des antibiotiques et ils m'ont dit « c'est tout ce que l'on peut faire pour vous, votre blessure est trop grave ». Un jour plus tard, j'ai été envoyé sur l'hôpital de Damas où je suis resté une semaine.

Ils m'ont donné des médicaments et des antibiotiques, mais ils ne voulaient pas m'opérer parce que la blessure était « trop grave ». Ils m'ont renvoyé chez moi en me disant que j'avais besoin d'un « traitement conservateur ». J'ai demandé en quoi ça consistait, ils m'ont répondu qu'il fallait que je reste alité trois ou quatre mois « car vous opérer est quasiment impossible ». Mes os étaient vraiment écrasés et je n'étais pas convaincu par leur discours. En fait, les médecins ne voulaient pas m'avouer que ce type d'opération était au-delà de leurs capacités. Ils voulaient se débarrasser de moi. Je suis rentré chez moi, et je suis resté comme ça pendant dix jours.

Des gens m'ont parlé d'un médecin célèbre sur Damas, je voulais absolument aller le voir. J'ai payé qu'il me soigne. Cette opération (pose d'un fixateur interne) m'a coûté 150 000 livres syriennes (+ de 2 200 euros) et ce médecin m'a assuré que le pourcentage de réussite était excellent. Que c'était sûr à 95%, que tout redeviendrait normal. Mais je souffre toujours à cause de la balle qui est toujours dans ma jambe et ce morceau de métal m'empêche de marcher. Mais je ne pouvais pas retourner à l'hôpital parce que l'insécurité est trop importante dans les structures de santé publiques comme privées. Les blessés y sont achevés, battus ou arrêtés.

Patient 7 (non disponible en vidéo)

Homme de 24 ans

Blessé en juin 2011

"Je ne pouvais pas aller à l'hôpital car il était rempli d'agents de la sécurité. Ils ont dû utiliser du matériel rudimentaire pour me soigner, comme des pansements et des antibiotiques. "

J'ai été blessé il y a 8 mois environ. Nous étions dans une manifestation pacifique pour demander des réformes. Ils ont commencé à lancer des bombes lacrymogènes. Et j'en ai reçu une bombe sur la poitrine. C'étaient les forces de sécurité syriennes qui ont fait ça. Puis ils ont commencé à tirer à balles réelles et des personnes nous ont transportés dans une mosquée. J'avais besoin d'une intervention chirurgicale. Mais je ne pouvais pas aller à l'hôpital car il était rempli d'agents de la sécurité. Ils ont dû utiliser du matériel rudimentaire pour me soigner, comme des pansements et des antibiotiques. Les forces de sécurité contrôlaient tous les hôpitaux pour arrêter les manifestants blessés qui y allaient. Aujourd'hui, l'éclat de la bombe lacrymogène resté dans mon thorax a provoqué la formation excessive de tissu, qui doit être enlevé, d'après le médecin.

J'ai été privé de soins pendant 7 mois. J'ai également été emprisonné. C'était le 27 ou le 28 du mois du ramadan. J'ai été relâché après l'Aïd.

Avez-vous été torturé ? Oui. Ils m'ont attrapé à une heure du matin et m'ont battu jusqu'à quatre heures du matin... nous avions les mains ligotées et étions enchaînés. Ils avaient des fouets, donnaient des coups de pieds, et nous insultaient. Nous avions à peine de quoi manger. Nous étions 60 dans une pièce. Certains devaient dormir debout, d'autres assis. Ceux qui étaient appelés par leur nom devaient sortir, on ne savait par où ils allaient. Après une heure ou deux, ils revenaient, complètement épuisés d'avoir été battus et torturés. Ils nous ont mis dans une pièce, nous ont obligé à nous déshabiller, nous ont aspergés d'eau puis ils se sont éloignés ou sont montés sur une chaise et ont branché l'électricité sur le sol humide. Nous avons tous été électrocutés. Ils ont également utilisé une chaise pour casser le dos d'une personne. Ceux qui sont blessés ou ont les os fracturés ne reçoivent aucun traitement. Ils doivent tenir le coup jusqu'à ce qu'ils soient libérés.

Patient 8 : (disponible en vidéo)

Homme de 29 ans

"Je me suis réveillé à l'hôpital et on m'a dit qu'il fallait amputer ma jambe. A l'hôpital, tout le monde risquait d'être tué, ils ont même attaqué le service de soins intensifs et j'ai été emmené hors de l'hôpital pour ne pas être blessé. "

J'étais en train d'emmenner la femme de mon frère à l'hôpital. Elle était sur le point d'accoucher, et ma femme m'accompagnait aussi. On m'avait dit de ne pas nous rendre dans cet endroit car il y avait des hommes armés. J'ai laissé les femmes à cet endroit et suis allé chercher un taxi pour les transporter. J'étais en train de marcher pour chercher un taxi quand j'ai reçu une balle dans le mollet.

C'est un char qui tirait, dissimulé derrière un tracteur. Ce tank tirait des balles explosives. Je ne portais pas d'armes, je n'avais rien fait...

Je me suis réveillé à l'hôpital et on m'a dit qu'il fallait amputer ma jambe. A l'hôpital, tout le monde risquait d'être tué, ils ont même attaqué le service de soins intensifs et j'ai été emmené hors de l'hôpital pour ne pas être blessé.

La sécurité était à l'intérieur de l'hôpital. Le médecin leur a dit « même si vous, vous étiez blessés, nous vous soignerions ».

5 jours plus tard, je suis retourné à l'hôpital, ils m'ont opéré pour placer une plaque dans ma jambe, et j'ai quitté l'hôpital. Le médecin venait me voir, et il m'a dit que j'avais une infection. Les médecins m'ont conseillé de quitter le pays parce que la situation ici empirait.

Quand j'ai été blessé, c'était le jour où l'armée attaquait la zone. Il y avait des morts et des blessés partout, c'était un massacre.

Toutes les voitures qui passaient prenaient les blessés, mais le problème c'était la présence des forces de sécurité. Il y avait la sécurité et un char à côté de l'hôpital, et beaucoup de véhicules militaires. Les plus dangereux, c'étaient les snipers.

Médecin 1

Chirurgien généraliste

"Nous essayons d'aménager ces hôpitaux, sans pouvoir respecter les normes habituelles. Il n'y a pas de respirateurs artificiels ni de matériel de stérilisation dignes de ce nom. Nous utilisons des pièces dans des maisons. Donc quoique vous essayiez d'avoir, vous ne pouvez atteindre les normes requises pour faire des opérations chirurgicales. Mais c'est le maximum qu'on peut faire. "

Mon nom a été enregistré par les services de sécurité et je suis recherché parce que je soignais les manifestants. Il y a trois types de cas parmi les blessés. Les premiers sont ceux qui pouvaient être traités à la clinique, principalement les personnes blessées par des balles de fusils. Ce genre de balles donne beaucoup d'éclats et des plaies multiples. Le traitement de ces plaies et des fractures - comme la pose d'un plâtre - peut aussi se faire à la clinique. Ce sont des choses simples.

Il y a ensuite les cas froids. Par exemple un patient avec une balle dans la jambe. Là, nous pouvons garder le blessé deux ou trois jours avant de l'envoyer à l'hôpital et nous nous coordonnons avec l'hôpital pour que l'opération consistant à enlever la balle soit faite clandestinement. Parce que si nous envoyons quelqu'un à l'hôpital et que la sécurité le découvre, il sera arrêté. Donc, pour les cas froids, nous stabilisons la blessure, puis en utilisant un faux nom ou un faux dossier médical, nous nous arrangeons pour que les patients soient opérés dans des hôpitaux.

Le troisième type de cas, ce sont les cas sévères. Avec ceux-ci, nous n'avons pas le choix, on doit les emmener à l'hôpital. Et c'est le hasard qui fait que le patient est arrêté ou non par la sécurité. Mais toutes les informations sur le patient seront enregistrées par la sécurité : qui l'a traité, comment il a été blessé et tous les détails.

Dans les hôpitaux publics, il y a une procédure à suivre. Et avec cette procédure, le nom du patient est enregistré auprès de la sécurité et de ceux qui soutiennent le régime dans l'hôpital. Dans ce genre de circonstances, vous ne pouvez donc pas vraiment aider un patient.

Parfois, des médecins arrivent à traiter des cas simples et à les laisser sortir sans qu'ils soient vus ou enregistrés. Mais si une admission est nécessaire pour le patient, alors l'administration de l'hôpital en est informée et l'information transmise à la sécurité.

La plupart du personnel infirmier dans ces hôpitaux est pour le régime. Par exemple, ils commencent à dire en face d'un patient qu'ils vont amputer sa jambe parce qu'il est pour révolution. Parfois, ils insultent les patients, les frappent, et leur disent: «Vous voulez la liberté ? C'est ça la liberté que vous voulez ? ». Parfois aussi, ils décident d'amputer parce que ces patients ne valent pas la peine, selon eux, d'être secourus ou d'avoir leurs membres sauvés.

Dans les hôpitaux publics, il y a du matériel et des médicaments. Mais le problème est que 95% des blessés ne vont pas dans les hôpitaux publics. Ils sont souvent soignés dans un hôpital mobile, dans la maison qu'ont choisie les gens du quartier pour mettre les blessés et décider

de ce qu'il fallait faire. Evidemment, il n'y a pas assez d'hôpitaux mobiles, mais au moins nous pouvons au moins essayer de les secourir ou d'opérer les cas ou urgents.

Voilà ce que nous faisons. Le patient est amené dans une maison, puis des gens l'emmènent après lui avoir bandé les yeux dans un autre endroit où il y recevra des soins. Même les médecins ne savent pas où sont ces hôpitaux mobiles. Eux aussi ont les yeux bandés et sont emmenés pour soigner les patients. Ni les patients ni les médecins ne savent où se trouvent les hôpitaux mobiles.

Nous essayons d'aménager ces hôpitaux, sans pouvoir respecter les normes habituelles. Il n'y a pas de respirateurs artificiels ni de matériel de stérilisation dignes de ce nom. Nous utilisons des pièces dans des maisons. Donc quoique vous essayiez d'avoir, vous ne pouvez atteindre les normes requises pour faire des opérations chirurgicales. Mais c'est le maximum qu'on peut faire.

Nous avons besoin de respirateurs artificiels ou d'appareils de ventilation mobiles ainsi que d'autres appareils pour être en mesure d'opérer dans les hôpitaux mobiles. Nous avons aménagé des blocs opératoires qui sont totalement dissimulés pour les utiliser quand la situation est vraiment explosive. Ce sont des pièces cachées dans des maisons qui ont été murées de sorte que si les forces de sécurité font une perquisition, elles ne découvrent pas la pièce. Ces blocs sont ouverts pour les cas sévères et graves ou quand il y a un nombre énorme de blessés.

Oui la violence augmente et le nombre de patients aussi. Et les armes utilisées sont pires. Maintenant nous avons des blessés touchés par des balles à fragmentation.

J'ai soigné un jeune homme qui avait reçu six balles. Il roulait en voiture avec sa famille et ne s'est pas arrêté au barrage. Alors ils ont tiré plusieurs fois sur la voiture.

Le niveau de violence varie, c'est pourquoi les cas varient en fonction de la gravité de la situation. Dans un cas, les forces de sécurité sont entrées dans le bloc opératoire et ont emmené le patient qui était sous anesthésie. C'était dans un hôpital privé.

Tant que je travaillais dans la clandestinité et que personne ne savait ce que j'aidais à soigner des blessés, ma vie n'était pas menacée. Mais dès que mon nom a été connu par les forces de sécurité, je n'étais pas prêt à mettre ma famille en danger. Ce dont on a le plus besoin, ce sont des appareils d'échographie, de tables d'opération mobiles, d'appareils de radiographie et de respirateurs artificiels.

Médecin 2

Médecin biologiste

"Certains d'entre nous ont été arrêtés. Des médecins que nous connaissons bien ont été détenus pendant des mois. (...°) Nous avons vu différents types de blessures, notamment des contusions dues à des coups, des chocs électriques mortels. "

Je peux vous donner un exemple récent. Parmi les cas les plus récents, je peux vous donner l'exemple de la semaine dernière (fin janvier). Nous avons perdu deux patients parce qu'il n'y avait pas d'hôpital mobile dans la zone de... Il s'agissait de blessures par balle à la poitrine et nous n'avons pas pu les prendre en charge parce qu'il fallait du matériel et du personnel spécialisé que nous n'avions pas. L'hémorragie n'a pas pu être stoppée et ces hommes sont morts.

C'est impossible d'amener ce type de patients dans les hôpitaux publics, non seulement parce que les médecins et infirmières y travaillent pour le régime, mais aussi parce qu'une unité de la sécurité appartenant à l'une des différentes branches de l'appareil sécuritaire est à la porte de l'hôpital et arrête les blessés.

Certains d'entre nous ont été arrêtés. Des médecins que nous connaissons bien ont été détenus pendant des mois.

Nous avons vu différents types de blessures, notamment des contusions dues à des coups, des chocs électriques mortels. Une personne a été électrocutée dans la bouche jusqu'à ce qu'elle en meure. J'ai vu ça, j'étais à côté près de la mosquée.

Nous avons mis en place trois hôpitaux mobiles dans cette région. L'un a été attaqué, donc on a dû démonter les autres, et on a changé de méthode. Nous avons installé les hôpitaux mobiles dans la campagne. Mais ils sont mal équipés, ils disposent seulement de kits d'urgence. Ils se trouvent à l'intérieur de maisons mais on les change d'endroit régulièrement.

Les médecins sont considérés comme plus dangereux que ceux qui se battent avec l'armée [syrienne] libre. Et si un médecin est pris en possession de médicaments, les charges retenues contre lui seront plus lourdes que s'il s'agissait d'une possession d'une arme.

Une personne « normale » peut être détenue jusqu'à une semaine, alors qu'un médecin va l'être plusieurs mois. Les médecins sont ciblés parce qu'ils traitent les blessés, mais aussi parce qu'ils sont impliqués dans le mouvement de révolte.

A l'hôpital militaire, ceux que l'armée considère comme des ennemis sont torturés et tués dans l'hôpital. Des internes et des étudiants en dernière année de médecine nous aident, on les forme pour qu'ils dispensent les premiers secours et ils nous aident à traiter les blessés.

Médecin 3

Médecin qui travaillait dans un hôpital public

"Au début, les forces de sécurité lançaient des attaques sur plusieurs zones où nous avions des hôpitaux mobiles et nous ne pouvions pas traiter autant de blessés que nous le voulions."

Certains de mes collègues ont été pris et on m'a conseillé de quitter le pays. Dans chaque hôpital public, il y a une unité de la sécurité de sorte que tous ceux qui sont admis pour une opération chirurgicale seront identifiés et signalés. Nous ne pouvons pas travailler dans ce contexte. Je ne pouvais pas travailler dans ces hôpitaux. Je travaillais dans ma ville, j'allais dans la rue avec mes affaires pour soigner les blessés, dans la rue.

Un de mes collègues a été pris avec de la gaze dans sa voiture et il a été accusé et condamné pour avoir fait fonctionner un hôpital mobile. Il s'est retrouvé en prison pendant un mois et a été torturé.

Au début, nous avions l'habitude de descendre dans la rue. Ceux qui avaient été touchés à la tête par des snipers ou les blessés dont nous savions qu'ils ne pouvaient pas être soignés, nous les laissions ou nous les envoyions dans un hôpital sans leur famille. Tout seul.

Au début, les forces de sécurité lançaient des attaques sur plusieurs zones où nous avions des hôpitaux mobiles et nous ne pouvions pas traiter autant de blessés que nous le voulions. D'autres cas, comme les blessés par balle, étaient emmenés dans un hôpital mobile et y étaient pris en charge. Nous les mettions dans une maison et nous passions les voir pour surveiller leurs plaies.

Pour les cas « froids », nous les stabilisons puis nous les envoyions dans un hôpital. Pour certains d'entre eux, nous avons essayé de les envoyer dans un hôpital privé et d'organiser leur prise en charge.

Lors du premier épisode de violence, il n'y avait pas d'ambulances. La deuxième fois, lorsque les ambulances sont venues, nous les avons renvoyées parce qu'elles pouvaient facilement prendre tous les blessés et les transporter au poste de sécurité. Ou alors des forces de sécurité se trouvaient dans l'ambulance. Donc, ce n'était pas sûr. On ne faisait pas confiance aux ambulances des hôpitaux publics. Un patient a été blessé par balle à la jambe alors qu'il apportait les premiers soins à un autre patient dans une ambulance.

Médecin 4 (disponible en vidéo)

"Un grand nombre de médecins risquent leur vie pour respecter le serment d'Hippocrate qu'ils ont prêté. Il est aussi difficile de trouver du matériel stérile. Le manque d'équipements médicaux ainsi que l'afflux de blessés nous obligent parfois à recourir à des pratiques rudimentaires."

Je suis médecin syrien. Je soignais les blessés en Syrie.

Au début des manifestations, nous envoyions les blessés dans les hôpitaux publics, mais il nous a été dit que les manifestants blessés étaient torturés ou mal traités. Beaucoup étaient même tués.

Nous travaillions dans des situations de sécurité précaire et avec des conditions médicales très difficiles.

Les hôpitaux de fortune, ce sont en général une ou deux pièces dans des maisons près des lieux des manifestations. Il y a aussi la pression des forces de sécurité et la difficulté d'accéder à ces quartiers. De plus, les médecins qui soignent les blessés sont poursuivis par les forces de sécurité.

La sécurité est ce qui préoccupe le plus les médecins. La situation est difficile. La possibilité d'être arrêté est grande. Malgré cela, un grand nombre de médecins risquent leur vie pour respecter le serment d'Hippocrate qu'ils ont prêté. Il est aussi difficile de trouver du matériel stérile. Le manque d'équipements médicaux ainsi que l'afflux de blessés nous obligent parfois à recourir à des pratiques rudimentaires.

Nous sommes obligés d'utiliser du matériel ou de faire des actes qui sont loin de la chirurgie que nous pratiquons habituellement. Les activistes et les manifestants ne disposent pas sur le terrain de vrais équipements médicaux.

Comme par exemple des ambulances. Les blessés sont transportés par leurs amis et ceux qui sont près d'eux dans les manifestations.

Quand nous avons un blessé grave qu'il faut envoyer dans un hôpital public, nous avons deux options : soit laisser le blessé mourir, soit l'envoyer à l'hôpital sans savoir ce qu'il adviendra de lui.

Souvent les forces de sécurité encerclent les hôpitaux quand elles sont informées de l'arrivée de blessés venant des zones de manifestations.

- Scripts vidéo

Patient 9

Homme, 27 ans

Blessé en avril 2011

J'ai été blessé pendant la manifestation.

J'étais en moto. J'ai vu un homme qui trainait un blessé pour le sortir de la manifestation.

Ils m'ont arrêté et m'ont dit : "Emmène-nous!"

On est parti à 3 sur la moto avec le blessé entre nous deux.

On nous a tiré dessus. Celui qui n'était pas blessé a été touché.

L'homme assis derrière est mort. Il est tombé de la moto.

Il restait plus que moi et le blessé. On a filé.

On a continué à tirer sur nous.

- Qui tirait?

La "Sécurité"!

J'ai été poussé contre un bus de la Sécurité. On est tombé et on nous a tabassé.

Tout ceux qui étaient dans le bus sont descendus.

Ils étaient une cinquantaine à nous frapper à coups de crosse de fusil.

Ils cognaient, cognaient...

J'avais déjà la jambe blessée et le visage en sang. J'ai perdu connaissance.

L'autre avec moi, avec les coups, il était près de la mort.

Il était encore vivant la dernière fois que je l'ai vu.

Moi, mon sang coulait des oreilles, du nez, de la bouche...Ils m'ont laissé pour mort.

Des gens m'ont mis dans une couverture et emmené dans un hôpital de fortune.

Là, des femmes m'ont donné les premiers secours.

Quels secours?

Je sais pas... Je suis resté 13 jours puis j'ai pu partir.

Patient 10

Homme âgé

Blessé en mars 2011

On est parti de nos villages pour la ville. C'était ma première manifestation.

On est arrivé et on a été surpris. On s'attendait à une manifestation "normale" :

Canon à eau, gaz lacrymogène etc.

Mais pour nous disperser, ils se sont servis de tirs à balle réelle, de mitraillettes...

Y'avait aussi des snipers. C'était indescriptible.

J'ai été touché à l'épaule. J'étais avec un autre manifestant blessé que j'ai sauvé.

On s'est caché au pied d'un immeuble en attendant que ça se calme.

Y'a eu un bombardement de plus de deux heures.

Je voulais secourir le blessé mais il a refusé,

on lui avait dit qu'on tuait les blessés à l'hôpital.

On pouvait rien faire mais je lui ai pansé sa blessure

avec un bout de tissu que m'avait donné une femme...

Le docteur de village est pro-régime. Il refuse de soigner.

A l'hôpital de mon village, on m'a fait seulement les premiers soins

parce que personne ne veut rester à l'hôpital.
Tu y rentres aujourd'hui et demain, "ils" viennent te prendre.
On se débrouille avec ce qu'on trouve dans les pharmacies : médicaments, désinfectants etc...
J'ai vu une scène de mes propres yeux...
Un homme, le visage dissimulé, écrasait un blessé avec ses pieds.
- Quel homme?
- Un des "leurs", de la Sécurité, en tenue militaire.
D'après son uniforme, c'était un officier.
Pour finir, l'officier a achevé le blessé.
C'est une scène que j'ai vue de mes propres yeux...

- Script audio

Médecin 5

Les problèmes généraux que nous rencontrons : Nous avons deux hôpitaux publics à X.... Mais bien entendu cela s'applique à l'ensemble de la Syrie. Les blessés ne vont pas à l'hôpital public. Les blessés sont reçus dans des maisons résidentielles équipées. Ce sont des points de secours, des points médicaux. Il n'y a pas d'ambulances. Les ambulances ne sont pas disponibles. Elles sont aux mains des autorités. Nous utilisons des voitures civiles.

Nous sommes organisés. Il existe dans chaque région une équipe médicale, médecins et infirmiers, organisés afin de prendre en charge les blessés de la région. Bien entendu, on ne peut transporter les malades d'une région à l'autre, car les régions sont isolées les unes des autres. Chaque cas est soigné dans sa région, dans son quartier. Mais les cas graves sont transférés vers les deux ou trois hôpitaux qui traitent avec nous en secret à X.... Ce ne sont pas des hôpitaux publics, mais des hôpitaux privés.

Le transfert se fait bien entendu de manière organisée, loin des barrages militaires. Car toute personne peut être arrêtée sur un barrage. Si la voiture transporte un blessé, le blessé et le chauffeur peuvent être arrêtés et la voiture réquisitionnée. Ils peuvent aussi être la cible de tirs. Même les ambulances ont été la cible de tirs.

Je peux vous donner un aperçu sur la situation médicale en général. La situation médicale générale : nous avons ici à X ... des hôpitaux de campagne, un hôpital de campagne. Nous y opérons des opérations générales, pas uniquement de petites opérations, mais aussi certaines atteintes au niveau de la poitrine... Ce sont de bonnes opérations, plus ou moins importantes. Ce ne sont pas toutefois des opérations complexes, mais des opérations de secours d'un bon niveau. Voilà donc la situation au niveau des hôpitaux.

En plus des hôpitaux, nous possédons ce que l'on appelle points médicaux de secours. Leur nombre est plus important que celui des hôpitaux. Chaque région possède un ou deux hôpitaux. Les points médicaux sont plus nombreux. Ils sont installés dans des maisons, des chambres à l'intérieur de maisons, équipées d'équipements de secours, comme la gaze, le coton, le sérum, l'essentiel.

Les équipes de bénévoles sont formées d'infirmiers et de certains médecins. Le blessé est transféré vers le point médical. Il est rapidement soigné, puis rapidement libéré. Même le point médical est sujet à des perquisitions et au danger. En effet, la maison qui reçoit des blessés régulièrement, est vite identifiée par les renseignements et devient une cible. C'est pourquoi les équipements mobiles sont transportés constamment d'une maison à une autre.

Les points médicaux sont les points mobiles. Ils sont différents des hôpitaux de campagne. Les équipements des hôpitaux de campagne sont eux aussi mobiles. Nous les transportons d'un endroit à l'autre autant que possible.

Mais la situation est difficile. Les hôpitaux étaient perquisitionnés. Lorsque les militaires entrent dans un quartier accueillant un hôpital de campagne, ils le saccagent. Ils saccagent les équipements, les réquisitionnent, et brûlent les produits médicaux, comme le coton et la gaze. C'était le calvaire.

Cela s'est produit à X, à X et à X X. Les services de sécurité perquisitionnent, saccagent les hôpitaux, et ainsi on n'a plus rien pour soigner les blessés. C'est pourquoi nos points médicaux sont mobiles. Nous avons aussi des points médicaux un peu plus importants, dans lesquels sont effectuées les petites opérations. Ces points sont plus ou moins fixes. Nous avons aussi les hôpitaux de campagne. Enfin, il y a aussi les hôpitaux privés, qui coopèrent d'une manière ou d'une autre : deux hôpitaux.

Certains [médecins] admettent des blessés et les opèrent. Des opérations règlementaires. Ces médecins sont aujourd'hui à l'étranger.

[Les produits médicaux] sont assurés avec difficulté. Ils existent, ils sont disponibles, soit sur le marché intérieur, soit par contrebande via les frontières, mais difficilement. Des fois, nous souffrons de manques accrus de produits médicaux. D'autres, ils sont disponibles. Nous sommes soutenus par quelques organisations, quelques personnes influentes, qui nous aident à assurer l'approvisionnement en produits médicaux via la frontière.

Ce sont des salles opératoires, mais elles sont loin d'être parfaites... comme vous le savez, la salle opératoire doit être stérilisée. Elle est régie de manière particulière. Elle est installée dans la chambre d'une maison. Une chambre qui est parfois ouverte. Une chambre dans une région bombardée. Les gens entrent et sortent comme dans un moulin. Ce ne sont pas les conditions optimales, mais c'est ce dont nous disposons.

L'approvisionnement en produits de base était possible, mais nous passons par des périodes difficiles. Nous avons souffert à un certain moment d'une forte pénurie de produits. Dans les régions encerclées, les besoins sont de loin plus urgents. Nous avons essayé de nous approvisionner [en produits médicaux] sur le marché intérieur autant que possible.

C'est vrai, les forces de sécurité sont présentes. L'hôpital militaire chez nous est en fait un QG des services de sécurité. Il reçoit les blessés militaires. Il reçoit de même les blessés civils arrêtés.

Nous n'avons pas un grand nombre d'histoires qui filtre. Les personnes qui rentrent dans cet hôpital sont uniquement des blessés militaires, car les blessés civils ne vont pas aux hôpitaux publics.

Nous avons mis la main sur des listes de personnes recherchées. Sur une des listes, il y a le nom de trois ou quatre médecins. L'un d'eux est recherché pour aide portée à un blessé. En d'autres termes, tout médecin secourant un blessé est accusé. C'est une accusation. Cela existe noir sur blanc sur des documents officiels en notre possession. Il y a le nom de médecins qui ont été emprisonnés puis sont ressortis. D'autres ont été emprisonnés puis exécutés.

Nous sommes des gens comme des autres. La situation est inacceptable. Je me suis mêlé à ce travail dès le premier jour. Je ne peux même pas imaginer ne pas y participer. J'étais dès le premier jour dans les manifestations. Je suis un des premiers à être descendu dans les rues, avec mes collègues médecins.

On dit que les gens ont investi les rues : tous sont descendus manifester, médecins, ingénieurs, classes sociales défavorisées. Tout le monde a participé au mouvement. Je fais partie de ses quartiers. Je ne participe pas uniquement en raison de mon devoir de médecin. Nous faisons partie de la révolution. Puis vient notre rôle de médecin. Mon rôle de médecin est de soigner les blessés.

Telle est la réalité. Les gens meurent toujours dans les rues. Nous ne pouvons pas les laisser.